

international. Mais les ressources considérables nécessaires pour assurer la sécurité environnementale à l'échelle mondiale, compte tenu de la réticence des gouvernements à répondre à ces besoins en accroissant les budgets nationaux déjà lourdement grevés, pourraient bientôt rendre ces impôts possibles. En fait, à mon avis, ils sont inévitables.

Ils pourraient tout d'abord provenir de l'affectation d'une partie des impôts perçus à l'échelle nationale, comme l'impôt sur les hydrocarbures que met au point actuellement la Communauté européenne.

Ensuite, un nouvel ordre mondial suppose un nouveau régime de sécurité. L'interdépendance économique exige la paix et la sécurité dans le monde, et elle y contribue. Or, depuis la fin de la Guerre froide, la concurrence économique est devenue la principale cause de tensions et de tiraillements entre les grandes puissances. Certes, ces discordes ne devraient pas mener jusqu'au conflit armé, mais elles sont source de divisions et prennent des proportions considérables, comme en témoigne la confrontation entre les États-Unis et la Communauté européenne dans la guerre des subventions agricoles.

Dans un autre ordre d'idées, les demandes d'envoi de troupes chargées du maintien de la paix et d'autres fonctions connexes qu'on adresse aux Nations Unies sont de plus en plus nombreuses, et la méthode actuelle consistant à mobiliser et à financer des forces armées pour répondre à des besoins ponctuels ne convient plus. Elle impose en effet un fardeau excessif à des pays qui, comme le Canada, participent aux missions à leurs propres frais.

À cet égard, on peut espérer que les récentes propositions du secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros-Ghali, formeront une base solide et cohérente pour asseoir les opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans l'avenir.

Je dois, bien sûr, ajouter également qu'un nouveau régime de sécurité doit comporter un engagement à l'égard de la sécurité environnementale et du redéploiement de certaines des ressources affectées actuellement à la sécurité militaire compétences humaines, capacités de recherche-développement et ressources